

7. Le secrétariat du Comité et la préparation de la documentation nécessaire sont assurés par le Secrétariat aux affaires maritimes, en collaboration avec le personnel administratif relevant du ministre délégué aux Affaires maritimes et des autres ministères concernés.

MANDAT DU COMITÉ

Le Comité ministériel de l'implantation de la stratégie maritime a comme mandat de veiller à mettre en valeur le potentiel du fleuve et de l'estuaire du Saint-Laurent en exploitant de manière responsable le potentiel maritime du Québec, dans le contexte de la croissance des échanges commerciaux internationaux.

Pour réaliser ce mandat en concertation avec les ministres concernés, le Comité doit :

1. stimuler le développement économique des régions côtières en développant le transport maritime sécuritaire et écologique;

2. favoriser le transport intermodal, dynamiser les chantiers maritimes québécois et prévoir la mise en place d'un pôle logistique en Montérégie;

3. stimuler l'offre touristique maritime et de croisière, soutenir les traversiers en développant l'offre de service de la Société des traversiers du Québec;

4. mettre en place un programme conjoint avec les municipalités visant l'entretien des quais sous leur responsabilité;

5. assurer la pérennité de l'industrie des pêches et de l'aquaculture, notamment par le développement de nouveaux produits;

6. favoriser la recherche et le développement des technologies marines et environnementales ainsi que de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pour les secteurs de l'industrie maritime;

7. élaborer et proposer, pour adoption par le Conseil des ministres, une stratégie maritime cohérente avec ces objectifs;

8. assurer la mise en œuvre des initiatives de la stratégie maritime, afin de stimuler le développement économique et le développement durable;

9. faire le suivi de son déploiement auprès des partenaires et des ministères et organismes impliqués;

QUE le présent décret remplace le décret n^o 48-2016 du 28 janvier 2016.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

64524

Gouvernement du Québec

Décret 115-2016, 22 février 2016

CONCERNANT l'abrogation de certains décrets

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les décrets n^{os} 804-2015 du 16 septembre 2015 et 43-2016 du 28 janvier 2016 soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

64525

Gouvernement du Québec

Décret 116-2016, 24 février 2016

CONCERNANT le ministre de la Santé et des Services sociaux

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE soit confiée au ministre de la Santé et des Services sociaux la responsabilité de l'application de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1), et ce, conformément à l'article 114 de cette loi;

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient confiées au ministre de la Santé et des Services sociaux, à compter du 1^{er} avril 2016, les fonctions de la ministre de la Justice relatives à l'application du premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre I-6) et du paragraphe *e* de l'article 1 de la Loi visant à favoriser le civisme (chapitre C-20), en ce qui concerne l'assistance médicale prévue à la section IV de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3);

QUE le présent décret remplace le décret n^o 371-2014 du 24 avril 2014.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

64540

Gouvernement du Québec

Décret 117-2016, 24 février 2016

CONCERNANT les adjoints parlementaires

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1), les députés nommés ci-dessous assistent, dans l'exercice de leurs fonctions, les ministres mentionnés en regard de leur nom :

Madame Karine Vallières
Députée de Richmond

Premier ministre, pour le volet jeunesse

Monsieur Serge Simard
Député de Dubuc

Premier ministre, pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Monsieur David Birnbaum
Député de D'Arcy-McGee

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, pour le volet éducation primaire et secondaire

Ministre responsable de l'Enseignement supérieur, pour le volet enseignement collégial et universitaire

Monsieur Marc Carrière
Député de Chapleau

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, pour les volets infrastructures, loisir et sport

Ministre responsable de l'Enseignement supérieur, pour le volet infrastructures

Monsieur Ghislain Bolduc
Député de Mégantic

Ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Monsieur Jean Boucher
Député d'Ungava

Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Monsieur Guy Bourgeois
Député d'Abitibi-Est

Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord

Monsieur Germain Chevarie
Député des Îles-de-la-Madeleine

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Monsieur André Drolet
Député de Jean-Lesage

Ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional

Monsieur André Fortin
Député de Pontiac

Ministre des Finances

Monsieur Richard Merlini
Député de La Prairie

Ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor

Madame Marie Montpetit
Députée de Crémazie

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Monsieur Norbert Morin
Député de Côte-du-Sud

Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Monsieur Marc H. Plante
Député de Maskinongé

Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Monsieur Saul Polo
Député de Laval-des-Rapides

Ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Monsieur Jean Rousselle
Député de Vimont

Ministre de la Sécurité publique

Madame Monique Sauvé
Députée de Fabre

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Madame Caroline Simard
Députée de Charlevoix
– Côte-de-Beaupré

Ministre du Tourisme

Monsieur Yves St-Denis
Député d'Argenteuil

Ministre responsable du Travail

Madame Véronique Tremblay
Députée de Chauveau

Ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

QUE le présent décret remplace le décret numéro 57-2016 du 3 février 2016.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

64541